

La situation paradoxale de l'immigration algérienne

Entretien avec Yves Lacoste

Marie Poinot et Terence Carbin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1064>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1064

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 26-39

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot et Terence Carbin, « La situation paradoxale de l'immigration algérienne », *Hommes & migrations* [En ligne], 1295 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1064> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1064

La situation paradoxale de l'immigration algérienne

Entretien avec Yves Lacoste

Réalisé par Marie Poinso et Terence Carbin

Yves Lacoste est le père de l'École française de géopolitique. Né en 1929 à Fès, au Maroc, il a contribué à la lutte des Algériens pour l'indépendance. Suite aux émeutes de 2005 dans les banlieues françaises, il revient sur l'intrication des liens historiques et symboliques entre la France et les pays anciennement colonisés. La réalité sociale vécue par les descendants d'immigrés jointe à la méconnaissance de l'histoire de leur présence en France pourrait expliquer l'embrasement des grands ensembles urbains.

Hommes & Migrations : Vous êtes né au Maroc, un pays sous protectorat français à l'époque, et vous y avez passé votre enfance. À quel âge avez-vous pris conscience de la nature des relations entre les populations colonisées et les Européens ?

Yves Lacoste : Si vous le permettez, je ne répondrai pas immédiatement à cette première question, bien qu'elle m'intéresse beaucoup à titre personnel. Les premières preuves tangibles de l'intérêt que je porte aux relations coloniales sont mes premières publications dans les années cinquante (j'ai alors 25 ans) dès les débuts de la guerre d'Algérie, publications modestes destinées à des instituteurs français. Elles sont clairement anticolonialistes et j'ai su plus tard qu'elles avaient été utiles aux "commissaires politiques" du Front de libération nationale (FLN). La solution à la plupart des difficultés induites par la domination coloniale était l'indépendance des peuples colonisés, ce qui fut arraché par leur propre lutte. Le dernier livre que je viens de publier, *La Question post-coloniale - une analyse géopolitique* (Paris, Fayard, 2010), a été écrit après les grandes émeutes qui se sont produites en novembre 2005 dans les banlieues de la plupart des villes françaises,

émeutes dans lesquelles des jeunes Français d'origine algérienne et plus largement maghrébine ont joué un rôle important. Ces graves émeutes, précédées par d'autres depuis une vingtaine d'années mais de façon isolée, posent des problèmes graves et nouveaux en France. À la différence des relations coloniales d'antan, ils ne peuvent plus être résolus par l'indépendance des pays colonisés, puisqu'ils sont devenus indépendants.

Je réponds maintenant à votre première question : comme je suis né au Maroc en situation coloniale, et comme j'y ai passé mon enfance, il aurait été logique qu'une fois adolescent mon point de vue, mes sentiments soient fonction de l'idéologie coloniale et qu'une fois venu en France, j'assiste, comme beaucoup, au moins avec nostalgie, à l'indépendance de ce pays. Ce ne fut pas le cas, comme le prouvent mes premiers écrits qui sont clairement anticolonialistes. Je suis en quelque sorte un colonial anticolonialiste et cela ne résulte pas d'une soudaine prise de conscience.

En revanche, mon enfance au Maroc m'a donné l'occasion d'enregistrer toute une série d'observations et de réflexions. Je dois cela à mon père qui était géologue, spécialiste de la prospection du pétrole et chercheur scientifique de haut niveau (sa thèse de doctorat fait date). Ce fils d'instituteur champenois, un instituteur d'élite, fut bientôt géologue en chef du "Bureau de recherches et participation minières", ce qui fait que j'ai en quelque sorte appartenu, en tant qu'enfant, aux couches supérieures de la société coloniale française au Maroc. Mais sa vie fut brève, car il est mort à 40 ans. J'ai pensé que je deviendrais géologue ; je suis devenu géographe, sans pour autant oublier la géologie (pétrole !), mais en y ajoutant l'histoire et la géopolitique.

L'histoire, je me souviens que mon père m'en parlait, quand il m'emmenait au pied de la grande tour Hassan à Rabat face à l'Océan. "Le Maroc, c'est grand, c'est beau, c'est une grande histoire !" Il m'a sans doute aussi donné l'idée de ce que l'on n'appelait pas encore la "géopolitique". Les phénomènes coloniaux, qu'il s'agisse des conquêtes ou des luttes pour l'indépendance, sont en vérité tout à fait de la géopolitique, puisque dans tous les cas, il s'agit de rivalités de pouvoirs, de toutes sortes de pouvoirs, sur des territoires. La façon dont mon père m'a parlé du Maroc s'explique non seulement par sa largeur de vue personnelle (il lisait les philosophes), mais aussi, et pour une grande part, par la façon dont a été menée la colonisation au Maroc. Non seulement il s'agit de la dernière des conquêtes coloniales puisqu'elle s'est déroulée dans la première moitié du XX^e siècle, mais surtout, la conquête du Maroc a été conduite de façon décisive (de 1912 à 1926) par un personnage étonnant, Lyautey, qui a su comprendre la situation géopolitique tout à fait particulière dans laquelle ce pays se trouvait. La vieille dynastie marocaine au début du XX^e siècle est l'objet de multiples rébellions et le Maroc est convoité par les Allemands mais aussi par les Anglais et les Espagnols et bien sûr par les Français.

Si ces puissances rivales acceptent le protectorat français sur le Maroc, c'est surtout pour y rétablir l'ordre, mais la France n'y a pas les mains libres, notamment pour l'exploitation minière. Lorsque, à la proclamation du protectorat, Lyautey est nommé résident au Maroc, il n'a pas les moyens militaires pour mater le grand mouvement national qui s'y développe. Aussi va-t-il s'appuyer sur le *Maghzen*, c'est-à-dire l'appareil d'État, bien qu'il soit en pleine décadence, et sur la personne du souverain, le sultan, alors discrédité. Le génie de Lyautey est de favoriser de façon spectaculaire la renaissance du *Maghzen*, en modernisant ses structures au profit de notables marocains assistés de conseillers français, tout en redonnant un grand prestige aux traditions nationales marocaines. Derrière ces traditions religieuses et politiques, Lyautey met en place un appareil d'État à certains égards ultra-moderne pour l'époque, quand il décide la nationalisation par l'État marocain de toutes les ressources minières du Maroc.

Les milieux français de la colonisation ont partagé ce point de vue. Ainsi le sultan a participé au capital de l'Omnium nord-africain, le principal groupe financier, promoteur du développement économique du pays. Dans cette logique, cette modernisation du Maroc conduisait à terme à son indépendance. C'est ce que réclama le sultan, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et ce que ne voulurent pas comprendre des politiciens français et des militaires qui n'avaient pas la hauteur de vue de Lyautey. En 1953, ils déposèrent le sultan et le déportèrent à Madagascar avec sa famille. La colère du peuple marocain fut telle qu'il fallut accepter le retour triomphal de Mohamed V en 1956.

Tout cela explique que depuis la France où ma famille était revenue en 1939, j'ai ressenti cette indépendance et celle des autres pays colonisés comme des phénomènes inéluctables et positifs dans le sens de l'Histoire. Après mes études de géographie à la Sorbonne et une fois passée l'agrégation, j'aurais souhaité retourner au Maroc reprendre les recherches de géomorphologie que j'avais déjà entreprises pour ma maîtrise en 1950 dans une région que mon père avait étudiée. Mais je dus y renoncer en raison des troubles provoqués par la déposition du sultan et, comme jeune agrégé, je choisis d'être nommé au lycée Bugeaud à Alger. C'était pour ma femme – jeune ethnologue qui connaissait déjà le Maroc – et pour moi, le moyen de continuer de travailler au Maghreb.

Nous pûmes découvrir à Alger une société coloniale très différente de celle du Maroc. Il s'agissait d'une colonisation ancienne, de la première moitié du XIX^e siècle, et d'une conquête longue et difficile qui s'était ingéniée à briser les cadres politiques de la société indigène, à disloquer et à déposséder les tribus, à nier l'existence d'une entité nationale algérienne, c'est-à-dire tout à fait l'inverse de ce que Lyautey a fait au Maroc.

Quant à la société coloniale algérienne (formée pour une part d'immigrés français, mais aussi espagnols et italiens), je me suis progressivement rendu compte qu'il s'agissait pour beaucoup de gens relativement pauvres. Certes, il y avait de gros colons très riches, mais la masse des petits colons avaient été ruinés au début du XX^e siècle par la crise de la viticulture métropolitaine.

En effet, à la fin du XIX^e, les vignobles en France ayant été ravagés par le phylloxéra, on décida de développer la vigne en Algérie où l'insecte n'était pas apparu. Lorsque le vignoble français put être "reconstitué" au début du XX^e, la surproduction fut telle que de graves émeutes éclatèrent en France et que l'État décida de racheter tous les surplus de vin. Mais, faute d'une mesure comparable en Algérie, les petits colons viticulteurs furent ruinés, on pourrait dire prolétarisés. En ville, faute d'industries, ils constituèrent une couche mal définie de petits employés qui craignaient la concurrence des "Arabes" (*sic*) sur le marché du travail. Paradoxalement, alors que ces Européens proclament que "l'Algérie, c'est la France", ils s'opposent par racisme et par tous les moyens à la scolarisation des "Arabes", pour éviter que ceux-ci apprennent à lire et à écrire le français. En quelque sorte, les "indigènes" ne doivent pas devenir de vrais Français. La seule région d'Algérie où des écoles de Jules Ferry et des instituteurs purent être implantés fut la Grande Kabylie, région montagneuse où il n'y avait guère de colons, surtout après l'insurrection kabyle de 1871 qui les avait fait fuir. Nombre de Kabyles ayant donc appris le français, ils formeront le gros des Algériens qui depuis la Première Guerre mondiale viendront régulièrement travailler en France, sans pour autant s'y fixer, car les familles sont restées "au village". Le racisme des Européens d'Algérie – à l'encontre des musulmans, mais aussi des juifs – se combine paradoxalement au fait que ces petits colons ruinés par les mécanismes du capitalisme connaissent les théories anticapitalistes et que bon nombre d'entre eux votent "à gauche".

H&M : L'élite de gauche en Algérie ne se mobilise-t-elle pas à l'époque pour défendre le droit du peuple algérien à l'autodétermination ?

Y. L. : Que faut-il entendre par "élite de gauche" ? Il y a surtout des intellectuels issus de la population musulmane, arabe ou kabyle, qui savent le français et qui, après la Seconde Guerre mondiale, réclament bien sûr ce que l'on appellera "l'autodétermination". Un certain nombre d'entre eux se trouvent avec des Européens et des Français venus de France (surtout des profs) au Parti communiste algérien, dont j'ai fait alors partie. Les Algériens arabes et kabyles qui, au sein du PC algérien, évoquaient la possibilité d'une indépendance ont été peu à peu exclus du mouvement, qui considérait avant 1955 cette option comme une dangereuse

“dérive nationaliste et petit-bourgeoise”. Je suis resté trois ans en Algérie en tant qu’enseignant. À cette époque, j’évoquais devant mes élèves, fils de colons pour la plupart, la différence entre la situation au Maroc et celle en Algérie, et ils saisissaient très bien la signification de mes cours. Après les attentats du 1^{er} novembre 1954, les tensions pointaient et mon proviseur m’a signifié en 1955 que mon expérience sur place était terminée.

Une fois rentré en France, j’ai quitté le Parti communiste français en 1956 après qu’il eut voté les “pouvoirs spéciaux” en Algérie et j’ai côtoyé les milieux indépendantistes algériens, mais à l’époque, on ne mesurait pas encore l’ampleur de ce qui allait se passer. Jusqu’en 1960, les Européens d’Algérie étaient persuadés que la “rébellion” allait finalement être écrasée, et que de Gaulle soutiendrait le maintien de l’Algérie française.

En France, après 1962, un mouvement rassemblant “les rapatriés d’Algérie” n’a pas pu émerger, malgré la présence des juifs, des pieds-noirs, ou encore des harkis. Ces derniers constituaient du reste un cas à part, dont de Gaulle se méfiait par crainte qu’ils rejoignent une milice pour le compte de l’OAS. C’est pourquoi ils ont été enfermés durant des années dans des camps.

H&M : Dans votre ouvrage, vous évoquez le paradoxe de la situation post-coloniale. Pouvez-vous nous en expliquer le contenu ?

Y. L. : Ce paradoxe est, selon moi, qu’après avoir mené une terrible lutte pour leur indépendance, plusieurs centaines de milliers d’Algériens, qui étaient des patriotes algériens, ont choisi dès 1962-1963 de rester en France et même pour certains de se réfugier en France, alors qu’ils venaient de combattre l’armée française quelques mois auparavant. Ce paradoxe politique n’est pas à confondre avec ce qui se produira plus tard : l’émigration vers la France, pour des raisons économiques.

Longtemps, je ne me suis pas rendu compte de ce surprenant et complexe paradoxe, qui remonte à la période coloniale et traduit les contradictions des luttes d’indépendance. Benjamin Stora m’a signalé le premier que, pendant la guerre d’Algérie, beaucoup d’Algériens étaient venus travailler en France pour le compte du FLN dans le but d’en financer le trésor de guerre. Au début des années cinquante, il y avait environ 100 000 travailleurs algériens en France et, en 1962, ils étaient 500 000. Benjamin Stora a bien étudié cette population immigrée qui a connu une lutte interne acharnée opposant deux mouvements rivaux, idéologiquement sans grande différence, le Mouvement national algérien (MNA) et le FLN. Au lendemain de l’indépendance algérienne, en 1962, ces travailleurs immigrés auraient dû repartir dans l’Algérie indépendante où de nombreux postes s’ouvraient à eux suite au départ

des pieds-noirs. Les accords d'Évian prévoyaient la libre circulation entre la France et l'Algérie, pour favoriser les retours. Or fort peu d'Algériens sont rentrés. La plupart ont décidé de rester en France en attendant que l'Algérie ne soit plus sous la coupe du FLN qui, pour leur faire payer son impôt, les avait terrorisés pendant des années. Le deuxième paradoxe réside dans la spécificité kabyle. Durant la guerre d'Algérie, le maquis de la wilaya III, celle de Kabylie, a le plus durement combattu l'armée française, car il se trouvait sur une position stratégique. Comme beaucoup de Kabyles avaient été les premiers à émigrer en France, où ils avaient été en contact avec le MNA, la Kabylie fut le théâtre de nombreux règlements de comptes entre les membres du FLN qui avaient pris le pouvoir et les rares militants du MNA restés sur place.

Au moment où les négociations d'Évian prennent un tour décisif, les troupes françaises restant dans leurs casernes, une partie de

ce maquis est descendue sur Alger. Les maquisards y attendent l'arrivée de l'Armée de libération nationale (ALN), l'armée régulière bien armée que le FLN avait constituée en Tunisie et au Maroc sous le commandement de Boumediene. Mais, comme les Français avaient établi dès 1957 des barrages électrifiés aux frontières algéro-tunisienne et algéro-marocaine, l'ALN n'avait pas pu venir combattre en Algérie. De violents combats ont eu lieu aux abords d'Alger entre l'armée régulière du FLN et les hommes du maquis de la wilaya III, qui ont refusé de se rallier à Ben Bella récemment libéré par les Français, lorsque ce dernier, avec Boumediene, a contesté la légitimité du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), signataire des accords d'Évian. Les hommes de la wilaya III écrasés par l'armée du FLN sont parvenus à s'en sortir en se réfugiant dans la montagne kabyle, où ils ont déclenché en 1963 une insurrection qui fut, à son tour, écrasée par l'armée algérienne. Des combattants issus de cette wilaya III qui, jusqu'en 1960, avait durement combattu l'armée française sont donc venus se réfugier en France où ils sont restés munis de leurs anciens "papiers" français.

La France connaît de ce fait une situation paradoxale : d'une part, les migrants algériens venus travailler en métropole en tant que patriotes envoyés par le FLN sont, pour une grande part, restés en France après l'indépendance de l'Algérie, puis sont arrivés en France d'autres patriotes algériens à l'issue de nouvelles luttes intestines en Algérie (renversement de Ben Bella en 1965). Ces hommes jeunes pour la plupart se sont certes logés dans les bidonvilles, mais ils ont facilement trouvé du

Au lendemain de l'indépendance algérienne, en 1962, ces travailleurs immigrés auraient dû repartir dans l'Algérie indépendante où de nombreux postes s'ouvraient à eux suite au départ des pieds-noirs.

travail à l'époque. Ils ont décidé d'attendre que le FLN ne soit plus en place pour pouvoir rentrer en Algérie. Comme cela ne s'est pas vérifié, ils ont fondé leur famille en France, faisant venir des jeunes femmes algériennes, et les enfants nés en France sont devenus automatiquement français. Or les pères algériens n'ont pas expliqué à leurs enfants pourquoi ils avaient émigré en France. À leur tour, les petits-enfants ne comprennent pas pourquoi ils sont français ni pourquoi ils vivent dans "ce pays qui a pratiqué la torture" sur tant d'Algériens. En effet, depuis une quinzaine d'années, la guerre d'Algérie est devenue un thème récurrent du débat français. Aujourd'hui, tout le monde connaît les abominations commises à cette époque. En revanche, les jeunes d'origine algérienne qui sont nés en France – les générations issues de cette guerre et des exodes qui l'ont suivie – ne comprennent toujours pas les raisons de la venue en France de leurs pères ou grands-pères.

Un jeune chercheur en géopolitique, Jérémy Robine, a fait des recherches très intéressantes à Clichy-sous-Bois, où a éclaté la vague d'émeutes de novembre 2005. Il montre que ces jeunes ont une image négative de leurs parents et de la France qu'ils associent à l'ultra-colonialisme. Le cas du Maroc est différent. L'indépendance y a été moins difficile, l'émigration vers la France y fut plus tardive et les migrants marocains n'ont pas rencontré les mêmes problèmes. À la différence de l'Algérie, le mouvement d'indépendance marocain s'est développé d'abord au Maroc, autour de la personne du roi.

H&M : Il y aurait donc une explication générationnelle à la question post-coloniale ?

Y. L. : Oui, en partie. En revanche, la question post-coloniale est associée à la situation des "grands ensembles" d'HLM, des espaces très particuliers qui ont été construits entre les années cinquante et soixante-dix dans la plupart des banlieues françaises. À la suite d'accrochages avec la police, les jeunes mettent le feu à l'intérieur des grands ensembles où ils vivent, aux écoles, aux commerces, aux bâtiments publics, aux voitures de leurs parents et de leurs voisins. C'est une violence autocentrée. La première émeute fut celle des Minguettes près de Lyon en 1981.

J'ai personnellement habité pendant dix ans (1956-1967) dans un grand ensemble qui venait d'être terminé. Les Trente Glorieuses ont connu une énorme pénurie de logements, pour des raisons à la fois démographiques et politiques. La période de l'entre-deux-guerres n'avait pratiquement pas construit, suite au blocage des loyers instauré en 1914, que le gouvernement a maintenu jusqu'aux années cinquante de façon à orienter l'épargne des ménages moyens et aisés vers des emprunts d'État, plutôt que vers la construction de logements privés. Face à l'amplitude de la crise du logement, le recours à des grosses entreprises de génie civil a permis de construire, vite et en

hauteur, les fameuses “tours” sur des grands espaces. Il s’agissait de mener rapidement de vastes opérations de construction, répondant à des standards de confort supérieurs à la moyenne, puisque ces logements étaient alors destinés aux jeunes ménages de la classe moyenne. Ces habitations à loyer modéré, dépendant de la Caisse des dépôts et des consignations, ont poussé à l’écart des voies de communication, autour desquelles on avait déjà densément construit.

Par la suite, à partir des années 1966-1967, ces logements ont été plutôt destinés à des familles nombreuses, qui recevaient des allocations de logement calculées au pro-rata du nombre d’enfants. Cette mesure sociale était tout à fait légitime. C’est à ce moment-là qu’apparaissent sur le marché immobilier des opérations nouvelles de type pavillonnaire, payables sur vingt-cinq ou trente ans. Beaucoup de ceux qui vivaient dans les HLM se sont dit que, entre un loyer qui allait augmenter et un emprunt qui permettrait de devenir propriétaire, mieux valait choisir la deuxième option.

On n’a pas mesuré les conséquences de ces politiques et, au bout de quelques années, la composition sociale des grands ensembles avait complètement changé. Les familles ayant le plus d’enfants ont de plus en plus occupé les logements HLM vacants. Il s’agissait souvent de familles immigrées présentes en France depuis un certain temps, enregistrées par les services sociaux. Les premières familles algériennes étaient par exemple arrivées en France à la fin des années soixante.

Déjà, en 1981, la première émeute de la cité des Minguettes, dans la banlieue lyonnaise, souligne l’ampleur des problèmes. Mais, à l’époque, cette émeute est considérée comme un événement exceptionnel, qui a suscité une mobilisation antiraciste avec ce qu’on a appelé “la Marche des Beurs”. Aujourd’hui, on se retrouve avec des problèmes similaires dans la plupart des grands ensembles, avec la donnée nouvelle des téléphones portables, ce qui fait qu’ils ne sont plus isolés les uns des autres comme le prouvent les émeutes de novembre 2005.

Dans ce cadre, il est important de réfléchir au lien complexe entre les grands ensembles et l’immigration. La population des grands ensembles est estimée à 4 millions de personnes, dont on connaît les caractéristiques démographiques et sociales, notamment le fort taux de chômage. En revanche, les populations immigrées ou d’origine étrangère s’élèvent à environ 7 ou 8 millions de personnes. Cela signifie qu’une partie des enfants et petits-enfants d’immigrés ne vit plus dans ces grands ensembles. S’ils ne vivent pas en grands ensembles, les jeunes d’origine étrangère ont des comportements tout à fait ordinaires.

Par ailleurs, les grands ensembles font l’objet d’une dramatisation volontaire de certains problèmes : le chômage de grande ampleur ou les discriminations subies existent indubitablement, mais là, ils prennent une forme explosive. De plus en plus de groupes considèrent aujourd’hui la cité dans laquelle ils vivent comme leur

territoire, qu'ils doivent défendre contre les intrusions de la police et plus généralement de la société française. Ce comportement censé être propre aux jeunes d'origine étrangère n'existe pourtant pas dans d'autres endroits, tel que le XVIII^e arrondissement de Paris où vivent d'importantes communautés immigrées. Dans les grands ensembles résident quelques familles nombreuses françaises, dont les enfants font bande avec les jeunes d'origine étrangère en parlant le même langage. Dans ce contexte, la lutte contre la police devient un objet de fixation avec un transfert symbolique sur l'Intifada des territoires palestiniens face aux forces israéliennes de sécurité, ce qui est très spécifique à la France.

Cette situation est à mon avis la manifestation la plus spectaculaire et la plus inquiétante de ce que je définis comme une situation post-coloniale, puisqu'elle est la conséquence lointaine et indirecte de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui encore, on constate des évolutions. À leur arrivée en France après 1962, les Algériens avec bientôt leurs familles n'ont pas été trop mal accueillis par la population française, à l'exception de quelques frictions avec les pieds-noirs dans le Midi. Dans les années quatre-vingt, on commence à parler ouvertement de tensions. À l'époque, on n'emploie pas le terme de "post-colonial", mais on assiste à la naissance du slogan "Touche pas à mon pote". Un concept impensable aujourd'hui, puisque les enfants d'immigrés des grands ensembles ne veulent plus être considérés comme les "potes" des soi-disant "Gaulois". Le concept de post-colonial est plus tardif. Il arrive en France venant d'Amérique en 2004-2006, avec les *postcolonial studies* (postcolonial sans trait d'union) qui, en réalité, n'ont rien à voir avec les problématiques que j'aborde. Elles proclament que les indépendances sont des illusions et que la domination occidentale s'exerce encore sur les pays qui ont été colonisés. Marie-Claude Smouts a organisé un colloque sur la question à Sciences Po, en 2005, et Pascal Blanchard et Nicolas Bancel interrogent également ces théories dans leur ouvrage, *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, paru aux éditions La Découverte en 2005. Leurs recherches portent sur la représentation de la colonisation produite par des élites des XIX^e et XX^e siècles pour convaincre l'opinion publique française des bienfaits de la colonisation.

H&M : L'opinion française serait donc marquée, dans sa relation avec l'immigration algérienne, par l'expérience de la guerre d'Algérie ?

Y. L. : La guerre d'Algérie a touché de façon cruelle toute la société française, toutes les familles dont les garçons ont été envoyés dans les djebels. Un courant d'idées stipule aujourd'hui que la nation française serait dès l'origine au XVIII^e siècle fondamentalement raciste et colonialiste puisque la traite des esclaves a enrichi les grands ports français. Or la nation a été construite par des citoyens ordinaires et la

majorité de la population française n'avait pas d'intérêt direct dans la colonisation qui était le fait de petits groupes d'individus. Par exemple, le peuplement de l'Algérie française relève de Français, mais aussi d'Espagnols, d'Italiens, de Maltais. Cependant, la guerre d'Algérie, cette première expérience coloniale dramatique pour la société française, a touché l'ensemble de cette société, alors que ce n'était pas véritablement une guerre française (dans le sens de "qui s'est jouée sur le sol français"). De la même manière, la conquête de l'Algérie a été la plus longue et la plus difficile de toutes les conquêtes coloniales, la moitié de l'armée française de l'époque étant engagée dans cette entreprise et un grand nombre de soldats français y étant morts, notamment de maladie.

H&M : Quels sont selon vous la signification et le contenu de la fracture coloniale française ?

Y. L. : Les colonisés qui sont venus en France ne faisaient pas partie de la nation dans sa formation historique. Le terme de "fracture nationale" qu'emploient Blanchard et Bancel ne s'applique pas à eux. On pourrait plutôt employer le terme de "cassure" au sujet des Bretons, ou des Corses. Ces derniers ont joué un rôle fondamental dans la nation française et encore aujourd'hui ils sont présents à tous les hauts niveaux de l'appareil d'État. Ils ont payé très cher leur rattachement à la France, d'un point de vue économique et humain.

Par exemple, au cours des deux guerres mondiales, ce sont surtout des Bretons, des Corses, comme des troupes coloniales, que l'on envoyait sur les premières lignes du front. Par ailleurs, il est intéressant d'analyser le courage avec lequel les troupes coloniales se sont battues pendant la Seconde Guerre mondiale. Le film *Indigènes* montre bien les motivations qui ont poussé les jeunes d'Afrique du Nord à s'engager, et le grand courage et patriotisme dont ils ont fait preuve.

H&M : Qu'est-ce que vous pensez du débat sur le post-colonialisme en France ?

Y. L. : Je n'aime pas le terme de "post-colonialisme". Le colonialisme fut une stratégie politique mise en place par les groupes dirigeants. C'est à partir du moment où commencent des mouvements d'indépendance dans les colonies que l'on trouve le terme de "colonialisme", une idéologie qui vise à maintenir la situation coloniale, présentée au peuple français comme la preuve incontestable de la puissance de la France et de sa prétendue richesse.

L'expression d'idéologie post-colonialiste laisse croire qu'il y aurait quelque part des groupes qui prépareraient une sorte de reconquête des anciennes colonies françaises ou qui attiseraient les conflits dans les banlieues. Il vaut mieux parler d'une situation

post-coloniale dans un pays qui “a eu des colonies”. Cette situation post-coloniale en France ne doit pas être confondue avec les très différentes situations post-coloniales dans les pays qui sont devenus indépendants. Il est important de faire le bilan politique, idéologique et culturel de la colonisation dans les différents pays colonisés, mais aussi de comprendre que la question post-coloniale démarre environ trente ans après la fin du phénomène colonial, et dans des conditions spécifiques à la France. L'Angleterre se trouve aussi dans une situation post-coloniale très différente de celle de la France. En Grande-Bretagne se pose plus particulièrement la question du multiculturalisme et des tensions entre les différentes populations immigrées, ce qui n'est pas encore le cas en France, pour le moment.

H&M : Quelle devrait être la portée concrète des recherches scientifiques à ce sujet ?

Y. L. : Je crois qu'il faut analyser attentivement la situation des grands ensembles et trouver des solutions adéquates. Il faut détruire progressivement ces grands immeubles, redistribuer la population en proposant de meilleures conditions de logement. Dire que la France a placé ses immigrés dans des ghettos est faux puisque les grands ensembles n'avaient à l'origine rien de ghettos. En revanche, ces territoires sont devenus des ghettos avec, à l'heure actuelle malheureusement, une dérive très préoccupante vers l'isolement ou ce que l'on pourrait appeler l'auto-isolement, un repli soi-disant autarcique.

Les écoles attaquées ou incendiées à plusieurs reprises sont progressivement laissées sans instituteurs ; les lignes d'autobus dont les conducteurs ont été agressés ne fonctionnent plus la nuit ni le jour ; les supermarchés incendiés ou cambriolés ferment ; les médecins attaqués, les pharmacies pillées et les pompiers sur lesquels des parpaings sont jetés du haut des immeubles finissent par ne plus vouloir intervenir. Consciente ou non, cette stratégie est très inquiétante et l'on doit questionner les raisons qu'ont ces “jeunes” d'agir de cette manière presque suicidaire.

H&M : Ce que vous décrivez, ce sont les comportements de jeunes hommes qui ne sont pas seuls à vivre dans ces quartiers. Quelle est la situation des parents ?

Y. L. : Les populations qui vivent dans les grands ensembles sont paralysées, sous le pouvoir de nuisance de quelques jeunes ou de quelques bandes. Parmi les problèmes observés, celui de la drogue est dominant. Certes, il ne s'agit pas d'une prérogative des grands ensembles, mais l'économie souterraine entretenue par ces trafics permet aux jeunes de bénéficier d'un pouvoir d'achat important parfois, et pour certains de manière ostentatoire.

Je refuse de faire le lien entre banlieue et délinquance ; cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de problèmes, mais, dans mon raisonnement, ces problèmes ne sont pas des déterminants. C'est la concentration des problèmes dans un espace singulier qui doit être analysée et remise en cause.

La drogue ou la délinquance ne sont pas des déterminants, pas plus que l'islamisme. Dans les émeutes des jeunes de 2005, les journaux ont dénoncé le rôle des islamistes, que les enquêtes policières ont démenti. Il semble même que les réseaux islamistes présents dans les grands ensembles aient été surpris par ces émeutes. Ces jeunes sont français, pourtant ils rejettent une partie de la culture française pour adopter d'autres valeurs. On retrouve ce phénomène de rejet dans les analyses que les sociologues américains ont menées sur la question noire. Ces études avaient contribué à soutenir une politique de promotion de l'*ebonic*, un soi-disant langage propre aux Noirs américains. Plus tard, cette politique a eu des conséquences désastreuses au sein de la population noire. Dans certaines villes, la promotion par l'école a été bloquée pour un temps. En France, certains "jeunes d'origine immigrée" qui avaient fait des études supérieures ont été les promoteurs du Mouvement des indigènes de la République. Les initiateurs de l'appel ont soutenu des doctorats en sciences sociales et ils se considèrent comme discriminés car ils n'ont pas pu encore obtenir un poste à l'université. Mais le nombre des jeunes docteurs sans poste universitaire est considérable à tous les niveaux de la population française.

L'expression d'idéologie post-colonialiste laisse croire qu'il y aurait quelque part des groupes qui prépareraient une sorte de reconquête des anciennes colonies françaises ou qui attiseraient les conflits dans les banlieues.

H&M : Pensez-vous que les Indigènes de la République peuvent avoir une influence sur les jeunes des grands ensembles ?

Y. L. : Je ne le pense pas, la preuve en est que leur manifeste est sorti en janvier 2005, et les rédacteurs eux-mêmes ont été très surpris par les émeutes du mois de novembre. Cela révèle la complexité de cette question qui, comme son nom l'indique, est post-coloniale et non raciale.

On peut considérer qu'au sein de ces jeunes il y a, d'une part, ceux qui ne connaissent pas la culture de leurs parents et, d'autre part, ceux qui sont les plus conscients de l'originalité de leur culture. La communauté kabyle, par exemple, que je connais mieux et dont Camille Lacoste-Dujardin est la grande spécialiste, ne rejette pas la culture française, car les intellectuels kabyles savent bien que leur insertion dans la

société française permet la promotion de leur propre culture. Les Vietnamiens, par leurs performances, ne sont pas associés à la question post-coloniale, alors qu'ils sont issus du même mouvement migratoire.

Il est essentiel que les associations culturelles initiées par chacune des populations immigrées expliquent les différentes histoires migratoires, et que les parents expliquent aux enfants pourquoi ils sont venus en France. La transmission de la mémoire de l'immigration doit se faire pour que chaque groupe soit conscient de sa participation à la société française et des liens historiques avec son pays d'origine. L'idée de nation se complique, non pas du fait de l'immigration, mais du fait que les intellectuels français n'y croient plus et n'en parlent plus. Comment s'attendre à ce que les jeunes Français d'origine étrangère aient un quelconque intérêt pour la nation française, alors que les milieux intellectuels français ne parlent pas de cette question ?

H&M : Pour en revenir à votre discipline, la géopolitique implique le croisement de plusieurs disciplines. Sur les questions post-coloniales, quel est son apport ?

Y. L. : Je suis tout d'abord géographe, mais ma conception de la géographie ne se limite pas à l'étude des formes du relief, à la géographie physique, puisque j'adopte une conception globale de cette discipline, qui intègre à la fois les conditions naturelles et les phénomènes culturels, les rapports de pouvoir. *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, c'était le titre de mon livre de 1976. Dans cet ouvrage, je n'utilise pas le terme de "géopolitique", qui à l'époque est encore un terme tabou, très marqué par l'utilisation des géographes allemands et des nazis. Le terme de "géopolitique" revient en 1979, quand le journal *Le Monde*, au moment de la guerre entre le Vietnam et le Cambodge, s'étonne d'une guerre fratricide opposant deux États communistes. Peu de temps après, la révolution iranienne en 1979 et, la même année, l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques sont l'objet d'analyses géopolitiques, notamment dans la revue *Hérodote* que j'ai contribué à créer en 1976.

En effet, la géographie intègre aussi bien les histoires de volcans et de climats que de religions et de démographie. Elle rassemble tous les phénomènes, chacun envisagé dans sa configuration spatiale particulière et dans ses interactions avec les autres et, comme il est évident que tous ces phénomènes évoluent, le lien entre la géographie et l'histoire est consubstantiel.

La géopolitique étudie des rivalités territoriales de toutes sortes de pouvoirs, de grande ou de petite taille, chacun d'eux étant en relation avec un territoire. Ce dernier n'est pas toujours l'enjeu principal, mais la rivalité se déroule sur un territoire

aux configurations particulières, dont il faut tenir compte. C'est pourquoi l'analyse des grands ensembles de banlieue relève de la géopolitique dans la mesure où des territoires, voire des portions de territoire, font l'objet de rivalités de pouvoir, par rapport à l'appareil d'État, mais aussi à l'intérieur même des groupes qui les composent.

H&M : Compte tenu de la situation au Maghreb, pensez-vous que les indépendances aient entraîné une difficulté des États à se constituer en nations ?

Y. L. : Les peuples de cette région ont une nation. Ces nations distinctes s'appuient sur des frontières extrêmement anciennes, à l'exception des frontières sahariennes. Dans le passé, les empires se constituaient autour d'une tribu particulière et, lorsque ceux-ci se disloquaient, les tribus retrouvaient leur territoire de part et d'autre des frontières. La colonisation a reproduit ces frontières anciennes. Ce ne fut pas le cas au Moyen-Orient où les frontières ont été tracées par les rivalités impérialistes.

La "révolution du jasmin" ne remet pas en cause la nation tunisienne, ni ses frontières, et à l'instar des autres mouvements révolutionnaires de la région, elle s'attaque en revanche aux potentats arrivés au pouvoir qui ont accaparé les ressources.

L'Algérie a été marquée de 1992 à 2000 par une guerre civile entre l'armée et les islamistes, qui a laissé des traces profondes. L'année 2012 célébrera les cinquante ans de son indépendance, et l'on peut s'attendre à un déferlement de dénonciations sur les atrocités de la guerre d'Algérie, mais ce qui marque aujourd'hui les Algériens, c'est davantage cette guerre civile qui n'est pas résolue puisque les islamistes ont été réintégrés dans la sphère politique.

H&M : Avec les événements de Tunisie, des jeunes veulent migrer en France alors que le discours sur l'immigration et les politiques menées y sont répressifs. Quel regard ces jeunes portent-ils sur la France ?

Y. L. : Les jeunes du Maghreb ne font pas attention aux discours ou aux politiques d'immigration. Ce qu'ils veulent, c'est trouver du travail. Dans le contexte post-colonial, la francophonie justifie leur intérêt pour la France, comme l'attraction pour l'Angleterre a joué pour les anglophones que sont les Indiens, les Pakistanais et les Birmans. Ce fut aussi le cas du portugais pour les Angolais et les Mozambicains qui cherchent à venir au Portugal. Par ailleurs, la mondialisation provoque un décrochage progressif entre les histoires coloniales et les flux migratoires. Vastes problèmes qu'il faudrait géopolitiquement étudier. ■